



## **Avenant n°40**

### **réévaluation des salaires minima conventionnels, au 1<sup>er</sup> septembre 2022**

#### **PREAMBULE**

Suite à l'évolution de l'indice des prix à la consommation et à l'augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> août 2022, les partenaires sociaux se sont entendus sur la réévaluation des salaires minima conventionnels.

Par ailleurs, les parties conviennent de rappeler à titre de préambule, conformément à la Loi n° 2014-873 du 4 août 2014 (article 29) relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et à l'accord collectif de branche du 31 mars 2008 sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans la branche de l'assainissement et de la maintenance industrielle, qu'après examen des documents portant sur la situation comparée des femmes et des hommes par catégorie et par tranche de salaires, il appartient aux entreprises de la branche de corriger progressivement les éventuels écarts constatés dans le cadre de leurs négociations respectives.

Enfin, il convient de rappeler que le Code du Travail (article L 2261-23-1) impose comme une des conditions préalables à l'extension des accords et conventions de branche que ceux-ci prévoient des dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés ou à défaut, de mentionner les justifications expliquant l'absence de telles stipulations. Or il n'existe pas de stipulations particulières à l'avenant 40 concernant les entreprises de moins de 50 salariés dans la mesure où cette disposition conventionnelle, relative à la réévaluation des salaires minima conventionnels applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, en s'appliquant à toutes les entreprises sans distinction d'effectif, garantit le principe d'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes ainsi que le principe d'égalité de traitement entre les salariés de la branche et les protège ainsi contre les mesures pouvant être considérées comme discriminatoires.

#### **I SALAIRES MINIMA A COMPTER DU 1<sup>er</sup> septembre 2022**

Les parties signataires décident de porter, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 et pour une durée de travail mensuelle de 151,67 heures (soit 35 heures par semaine) la Valeur du Point à 4,171 euros et la Partie Fixe à 947,736 euros. Toutefois, à titre dérogatoire, la FNSA convient de porter le salaire minimum du coefficient 170 (pour 151,67h) à la valeur fixe de 1 678,95 euros.

En conséquence, les salaires minima sont fixés comme suit :

## OUVRIERS – EMPLOYES

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU I</b>	1er échelon	170	1 678,95
	2ème échelon	185	1 719,37
<b>NIVEAU II</b>	1er échelon	200	1 781,94
	2ème échelon	210	1 823,65
	3ème échelon	225	1 886,22
<b>NIVEAU III</b>	1er échelon	260	2 032,20
	2ème échelon	280	2 115,62

## TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima mensuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU III</b>	1 <sup>er</sup> échelon	260	2 032,20
	2 <sup>ème</sup> échelon	280	2 115,62
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	2 741,27
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	3 366,93
<b>NIVEAU V</b>		760	4 117,71

## CADRES

		<b>Coefficient</b>	<b>Salaires minima annuels (151,67 h/m)</b>
<b>NIVEAU IV</b>	1 <sup>er</sup> échelon	430	32 895,29
	2 <sup>ème</sup> échelon	580	40 403,13
<b>NIVEAU V</b>		760	49 412,54
<b>NIVEAU VI</b>		1120	67 431,35
<b>NIVEAU VII</b>		1470	84 949,63

## II DEPOT ET PUBLICITE

Le présent accord sera, conformément aux dispositions légales, notifié aux organisations syndicales représentatives et fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du Conseil de Prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur

Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Fait à Paris, le 30 AOÛT 2022

La Fédération Nationale des Syndicats de l'Assainissement et de la Maintenance Industrielle (FNSA)

La Fédération Générale des Transports et de l'Équipement (FGTE-CFDT)

La Fédération Nationale des  
Syndicats de Transports CGT

La Fédération Force Ouvrière du  
Transport (CGT-FO)

La Fédération Autonome des  
Transports UNSA (FAT/UNSA)